

DECLARATION DES MINISTRES DES FINANCES DU G7

2 octobre 2025

Nous, les ministres des Finances du G7, nous sommes réunis virtuellement le 1er octobre 2025 et avons convenu de prendre des mesures communes dans le but d'accroître la pression exercée sur la Russie pour qu'elle mette fin à sa guerre brutale contre l'Ukraine et pour soutenir l'Ukraine dans les efforts continus qu'elle déploie pour se défendre. Les actes d'escalade persistants de la Russie, y compris les violations de l'espace aérien de l'OTAN, les attaques croissantes contre les civils et les dommages causés aux bâtiments gouvernementaux et diplomatiques en Ukraine, sont inacceptables et minent les efforts visant à favoriser la paix.

Les mesures que nous avons prises à ce jour, notamment le soutien continu au programme du Fonds monétaire international (FMI) et les prêts dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires ont appuyé les efforts de l'Ukraine pour résister à l'agression de la Russie, et nos sanctions ont permis de réduire les revenus de la Russie. Nous sommes d'accord sur la nécessité d'agir ensemble et pensons que le moment est venu de coordonner une escalade importante des mesures visant à renforcer la résilience de l'Ukraine et à compromettre de manière critique la capacité de la Russie à mener la guerre contre l'Ukraine.

Nous élaborons actuellement un large éventail d'options pour répondre aux besoins de financement de l'Ukraine et faire en sorte que la Russie ne puisse pas attendre que la situation s'améliore. Ces mesures comprennent notamment l'utilisation, de manière coordonnée, de la valeur totale des actifs souverains russes immobilisés dans nos juridictions afin de mettre fin à la guerre et de garantir une paix juste et durable en Ukraine. Notre action restera conforme à nos cadres juridiques respectifs.

Nous prenons tous des mesures audacieuses pour augmenter les coûts économiques des efforts de guerre de la Russie en imposant des mesures restrictives à des secteurs clés et aux partisans de l'économie russe, comme l'énergie, les finances, la base industrielle militaire, les zones économiques spéciales, ainsi que les facilitateurs et les profiteurs. Ces mesures permettront de couper les fonds qui alimentent l'agression militaire de la Russie et auront un impact puissant sur ceux qui transgressent ces mesures restrictives.

Nous avons convenu que le moment était venu de maximiser la pression sur les exportations de pétrole russe, qui constituent une source majeure de revenus pour ce pays. Nous ciblerons ceux qui continuent d'augmenter leurs achats de pétrole russe depuis l'invasion de l'Ukraine et ceux qui ont aidé au contournement des sanctions.

Nous avons convenu de l'importance des mesures commerciales, notamment les droits de douane et les interdictions d'importation et d'exportation, dans nos efforts visant à priver la Russie de ses revenus. Nous prendrons des mesures concrètes pour réduire de manière considérable, dans le but de les éliminer progressivement, nos importations restantes en provenance de Russie, y compris les importations d'hydrocarbures. Nous envisageons également sérieusement des mesures commerciales et d'autres restrictions à l'encontre des pays et des entités qui contribuent au financement des efforts de guerre de la Russie, y compris en ce qui concerne les produits raffinés provenant du pétrole russe.

Ces mesures permettront d'accroître la pression sur la Russie grâce à des mesures économiques et financières coordonnées. Nous continuerons à travailler en étroite collaboration et avec nos partenaires internationaux pour veiller à ce que nos mesures demeurent efficaces et harmonisées. Nous nous réunirons de nouveau au cours des prochaines réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale, qui auront lieu à Washington le 15 octobre 2025, afin de poursuivre nos efforts dans ces domaines, notamment en prenant des mesures commerciales et d'autres mesures importantes à l'encontre des pays qui soutiennent les efforts de guerre de la Russie.